



Pour la justice sociale, pas une voix pour l'extrême droite !

A l'approche des élections européennes, les partis d'extrême droite semblent avoir le vent en poupe. Ces partis pourraient devenir des acteurs fortement présents dans les institutions européennes. Les conséquences seraient alors lourdes pour les travailleuses et les travailleurs des États membres.

L'extrême droite, c'est la perspective d'un dangereux repli sur soi, et une menace pour la construction d'un espace européen de libertés et de progrès sociaux. Si nous constatons qu'une construction européenne autour de seuls critères économiques n'est pas idéale, y ajouter des critères racistes et xénophobes serait un recul de plusieurs décennies en matière de construction d'un espace de paix et de respect entre les peuples européens.

Les organisations syndicales CGT, FSU, UNSA et Solidaires veulent démasquer l'extrême droite, qui tient un discours de séduction des travailleurs alors que ses positions réelles sont à mille lieues de la justice sociale et de l'intérêt des travailleurs et des travailleuses.

Dans le Var nous avons déjà pu tester ce qu'est l'extrême droite dans les diverses municipalités qui ont été conquises ou le sont encore.

Déjà en 1995, à **Toulon**, nous avons pu voir ce que le Front National, devenu Rassemblement National, avait fait de cette ville « laboratoire » : ambiance délétère dans les services municipaux, chasse aux sorcières et aux syndicalistes, destruction de la politique culturelle, augmentation des frais de fonctionnement de la ville de 31 % en 6 ans, dette communale à l'issue du mandat de 213 millions d'euros... sans parler de toutes les affaires judiciaires des divers membres de la municipalité (viol, harcèlement, agression sexuelle, subordination de témoins...).

Depuis 2014 c'est la ville de **Fréjus** qui est dirigée par un maire du Rassemblement National. Loin des discours électoraux de l'extrême droite de gestion saine des finances, la dette de la ville est en augmentation. Le maire fait de l'intimidation aux journalistes en conseil municipal, bétonne à outrance, a fermé les centres sociaux... Récemment suite à la publication d'une enquête sur les liens entre le maire et certains patrons locaux le parquet de Draguignan a décidé d'ouvrir une enquête préliminaire.

Le RN et Reconquête sont les mêmes, comme on le voit avec le maire de **Cogolin**, qui est passé de l'un à l'autre sans changer de pratiques. Depuis 2014, à Cogolin la politique de la ville vise à bétonner le littoral pour de l'hôtellerie et de l'habitat de luxe. Bien loin des préoccupations des populations locales en demande de logements sociaux. Là aussi la gestion de la ville fait que le maire est mis en examen pour favoritisme.

L'extrême droite est du côté du patronat et du gouvernement

Il y a un an, en plein mouvement de grève contre la réforme des retraites, alors que l'extrême droite tentait de faire croire dans les médias qu'elle défendait les intérêts des salariés, sur le terrain, la réalité était bien différente. Dans de nombreuses villes, nos organisations syndicales ont répertorié des attaques de l'extrême droite contre les grévistes, contre des piquets de grèves, contre des manifestations.

L'extrême droite ne peut s'empêcher de montrer son vrai visage en venant s'en prendre à des travailleuses et travailleurs mobilisé-es pour défendre leurs droits. En agissant de la sorte elle montre la réalité : elle veut protéger les intérêts des capitalistes et du patronat en aidant à casser les luttes sociales.

Partout, l'extrême droite vote et agit contre les intérêts du monde du travail

A l'assemblée nationale avec les député-es du Rassemblement National, **l'extrême droite vote contre les intérêts du monde du travail :**

- contre l'augmentation du SMIC
- contre l'indexation des salaires sur l'inflation
- contre l'encadrement des hauts salaires
- contre le blocage des prix de première nécessité
- contre la gratuité des cantines et fournitures scolaires des plus modestes
- contre la gratuité des premiers mètres cube d'eau
- contre la revalorisation des petites retraites
- contre le gel des prix des loyers
- contre le financement de la lutte contre les violences faites aux femmes

Mais le Rassemblement National sait par contre voter pour le patronat :

- pour la fin des allocations chômage après abandon de poste
- pour limiter le droit de vote des travailleurs et travailleuses précaires aux élections professionnelles
- pour la baisse des impôts de production des entreprises

Au parlement européen les votes de l'extrême droite ne sont pas en faveur des travailleurs et des travailleuses, le RN :

- s'abstient lorsqu'il faut créer une autorité chargée de traquer la fraude au travail en détachement
- vote contre un texte « socle » visant à renforcer les droits sociaux au sein de l'Europe
- s'abstient sur un texte visant à renforcer la lutte contre le harcèlement moral et sexuel
- s'abstient sur un texte qui vise à lutter contre les entreprises qui font l'optimisation fiscale

Au-delà du soutien au patronat, nous tenons également à rappeler que le fond idéologique de l'extrême droite c'est le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme. Le rejet de l'autre vise à diviser la population entre les « bons » et les « mauvais » pauvres, à augmenter les tensions dans la société afin de mieux permettre l'application d'une politique libérale et autoritaire. C'est la remise en cause du principe même de l'égalité des droits.

Partout et tout le temps, l'extrême droite est l'ennemie des travailleurs et des travailleuses. Face à elle, aucun arrangement ni compromis n'est possible.

Pas une voix pour l'extrême droite !